

Essential Skills Ontario

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Selon le plus récent rapport de la Chambre de commerce du Canada (CCC) intitulé *S'attaquer aux 10 plus importants obstacles à la compétitivité du Canada* (2012), la pénurie de main-d'œuvre constitue l'obstacle le plus important à la croissance et à la prospérité de l'industrie canadienne. Au cours des deux dernières années (2010 à 2011), la proportion des employeurs canadiens ayant signalé des problèmes en matière de recrutement a augmenté de 8 %, passant de 21 % à 29 % (Manpower Group 2011). Au fil du maintien régulier de nos progrès économiques et du vieillissement de notre population, les problèmes de recrutement et de pénuries de main-d'œuvre ne feront pas que persister, ils s'aggraveront au fil du temps. Les pénuries de main-d'œuvre commencent déjà à freiner la croissance économique en Alberta et en Saskatchewan et dans de nombreuses collectivités du Nord riches en ressources. La majeure partie de ces pénuries ne se limitent pas au genre d'emplois hautement qualifiés dont nous avons l'habitude d'entendre parler, mais plutôt à des emplois traditionnels de premier échelon qui n'exigent pas un apprentissage ou des études postsecondaires. Ces emplois exigent des travailleurs qui possèdent des compétences en matière de résolution de problèmes pour fonctionner dans un milieu de travail où la technologie prend de plus en plus d'importance. Ces compétences sont en demande, mais il n'est pas toujours clairement établi quelles sont les industries et les professions où il y a des pénuries de main-d'œuvre et quelles sont les interventions en matière d'éducation et de formation qui sont les plus efficaces pour y faire face. Il devient de plus en plus apparent que la majorité des emplois exigeront désormais des compétences techniques reliées à l'industrie et des compétences essentielles améliorées. À mesure que l'industrie investit dans de nouvelles technologies et dans des idées novatrices, elle exige maintenant des travailleurs qui possèdent des compétences essentielles et techniques plus poussées qui demandent une éducation et une formation ciblée. Recommandations : 1) Investir dans des initiatives novatrices de formation et d'éducation en matière de compétences essentielles et d'alphabétisation qui s'harmonisent davantage avec la croissance économique, les pénuries de main-d'œuvre et la sous-utilisation des bassins de travailleurs. 2) Améliorer les renseignements sur le marché du travail pour mieux prendre en compte les données sur les professions et les nouvelles exigences en matière de compétences : a) en améliorant les statistiques sur l'emploi de l'Enquête sur la population active pour y intégrer des renseignements sur les professions et; b) en améliorant nos renseignements sur les professions (Codes de la CNP et profils des CE) pour prendre en compte les compétences émergentes. Le O*Net system des États-Unis en constitue un modèle exemplaire.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

En raison de l'amélioration des applications technologiques spécialisées, les tâches manuelles habituelles et répétitives sont intégrées à une vaste gamme d'appareils numériques et de systèmes complexes de gestion de l'information. De nombreux emplois traditionnels de dernier recours dans des secteurs comme ceux des ressources, de l'accueil, de la logistique, de la vente au détail et des services alimentaires sont désormais assujettis au type de révolution technologique qui a vu le jour dans le domaine de la fabrication il y a 20 ans. Même si ces changements technologiques ont touché tout le monde, personne n'a autant été affecté que les adultes qui ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires. Selon Statistique Canada (2012) : « Entre 2008 et 2009, le nombre d'individus sans diplôme d'études secondaires qui avaient un emploi a baissé de 10,2 %. Ceux qui détenaient un diplôme d'études secondaires ou qui avaient fait des études postsecondaires partielles ont également subi un impact négatif, puisque l'évolution nette de l'emploi équivaut à une baisse de 3,6 %. En revanche, les individus ayant fait des études postsecondaires ont connu des niveaux d'emploi plus stables. En 2011, le niveau d'emploi des individus n'ayant pas de diplôme d'études secondaires était inférieur de 14,4 % à celui de 2008. La situation sur le marché du travail pour ces personnes avec ce faible niveau d'éducation est demeurée mauvaise, même en période de reprise économique et en dépit de la diminution de la proportion de la population sans diplôme d'études secondaires. » Pour continuer de créer des emplois, le gouvernement du Canada pourrait investir dans des solutions permettant d'améliorer les perspectives d'emploi des personnes les plus durement touchées par ces changements – celles qui ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires. Recommandations : 1) Travailler avec les provinces à élaborer des initiatives qui permettront d'améliorer les perspectives d'emploi des personnes qui ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires. 2) Travailler avec les provinces pour harmoniser les programmes de formation et d'éducation des adultes axés sur l'alphabétisation et les compétences essentielles avec les industries en pleine croissance et qui offrent des possibilités d'emploi. Career Ladders/Pathways est une pratique prometteuse de plus en plus utilisée à l'échelle internationale.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Au cours des 30 dernières années, la croissance de la population canadienne en âge de travailler a diminué du tiers et devrait diminuer davantage pour se situer en moyenne à 1 % au cours des cinq prochaines années et à un taux encore inférieur au cours des prochaines décennies. Le vieillissement de la population freine notre pays de deux façons : 1. De plus en plus de gens cesseront de travailler – il y aura moins de contribuables et une demande accrue en matière de services et de programmes sociaux qui coûteront encore davantage au gouvernement; 2. Il y aura moins d'individus dans la main-d'œuvre active – ce qui limitera la croissance de l'industrie, engendrera des pénuries de main-d'œuvre et diminuera le nombre de contribuables. Il est dans l'intérêt du gouvernement d'investir dans des initiatives et des programmes de formation et d'emploi qui prennent en compte ces problèmes. En développant de nouvelles sources de talents à partir de segments de la population sous-utilisés au profit des industries qui font face à des pénuries de main-d'œuvre, nous pourrions renforcer nos effectifs, augmenter le nombre de contribuables et réduire celui des personnes qui comptent sur un soutien du

revenu. Des programmes efficaces d'alphabétisation et d'acquisition de compétences essentielles sont en mesure de produire des résultats qui comptent pour l'industrie, le gouvernement et la société. Recommandations : 1) Investir dans des programmes de formation et d'emploi permettant d'augmenter les résultats sur le plan de l'emploi chez les groupes qui ont toujours été sous-utilisés sur le marché du travail, notamment les étudiants qui abandonnent leurs études secondaires, les personnes qui dépendent d'un soutien du revenu, les jeunes Canadiens (de 18 à 34 ans), les Néo-Canadiens et les Autochtones. 2) Travailler à concevoir des mécanismes de financement novateurs qui pourraient permettre une prestation plus efficace de services, par exemple les obligations à impact social. 3) Offrir des incitations aux employeurs qui participent à la formation et au perfectionnement de sources de nouveaux talents, par exemple des incitations fiscales.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Dans l'économie actuelle axée sur le savoir, de nombreuses industries ont beaucoup investi dans la technologie pour atteindre un niveau de productivité élevé. Pourtant, la promesse d'une meilleure productivité découlant directement de changements technologiques part du principe que la main-d'œuvre est en mesure d'intégrer ces changements aux pratiques de travail quotidiennes. Une étude d'Industrie Canada a révélé que les pénuries de main-d'œuvre ont eu une incidence négative particulièrement sur la productivité des petites et des moyennes entreprises au Canada (Tang et Wang 2005). Souvent, les programmes d'acquisition de compétences essentielles destinés aux adultes mettent davantage l'accent sur l'adaptation de la main-d'œuvre à un marché en contraction que sur la croissance de l'industrie. Les programmes de formation n'ont pas encore réussi à combler le fossé qui existe entre les programmes de perfectionnement de la main-d'œuvre et les programmes adaptés qui visent à améliorer la compétitivité et la productivité des industries locales. Recommandations : 1) Opter pour une politique de formation de la main-d'œuvre axée sur des initiatives de formation visant un marché en expansion plutôt qu'un marché en contraction. Offrir des allocations de formation aux industries émergentes et en pleine croissance dans le but de favoriser un développement économique régional grâce à l'utilisation d'un bassin plus important de travailleurs. 2) Renforcer la politique de développement de la main-d'œuvre pour ajouter de la valeur aux industries locales en faisant preuve de souplesse à l'égard des besoins fluides du marché du travail et des opérations des employeurs. 3) Envisager de financer des initiatives de développement de la main-d'œuvre avec la participation des entreprises et des industries.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les défis que doivent relever au Canada les collectivités rurales et éloignées sont souvent éclipsés par les problèmes des centres urbains. Les régions rurales fournissent au Canada les ressources et les denrées qui sont essentielles pour notre économie. Pourtant, les collectivités rurales, qui représentent plus de 20 % de la main-d'œuvre du Canada, doivent être mieux équipées pour combler les nouvelles exigences du marché du travail. En fait, dans de nombreuses collectivités rurales : • la population vieillit plus rapidement ou diminue; • le rendement scolaire est inférieur à celui des populations urbaines, particulièrement dans les collectivités autochtones; • les pénuries de main-d'œuvre sont plus importantes; • les services et les infrastructures sont plus limités (éducation, formation, soins de santé et

technologie); • les ressources et les capacités sont souvent plus restreintes; • et les compétences nécessaires à l'emploi sont souvent différentes de celles des centres urbains. Même si l'on sait que la structure du marché du travail des régions urbaines diffère de celle des collectivités rurales, ces dernières ont tendance à avoir davantage de main-d'œuvre non qualifiée. Il n'y a également pas suffisamment de données sur les pénuries de main-d'œuvre actuelles des régions rurales et sur les initiatives qui pourraient permettre de corriger la situation. Pour appuyer nos collectivités rurales et éloignées, il importe que nous comprenions mieux leur nature particulière, leurs capacités et les défis auxquels elles sont confrontées. Recommandations : 1) Mener des études et des recherches sur les caractéristiques particulières des collectivités rurales et éloignées du Canada. En retour, les collectivités rurales auront une meilleure compréhension des pénuries de main-d'œuvre, de la situation du marché du travail et de leurs capacités en matière de formation et de perfectionnement. 2) Fournir des investissements pour que les collectivités rurales puissent effectuer des évaluations touchant les compétences. 3) Investir et trouver des solutions novatrices pour que les collectivités rurales et éloignées puissent prendre en compte leurs pénuries de main-d'œuvre et constituer les bassins d'employés talentueux dont elles ont besoin pour renforcer leur croissance économique.